

## LA MONDIALISATION EN QUELQUES TENDANCES

Le XXème siècle a engendré une formidable accélération de la production marchande en la multipliant par presque cinq sur ses cinquante dernières années et d'un tiers entre les seules années 1980 et 1990. Il a aussi favorisé une extension constante des échanges entre nations. Le commerce international, qui représentait, en 1995, 15 % du volume de la production mondiale, a été accru par vingt depuis la seconde guerre mondiale<sup>1</sup>.

Aussi la planète sur laquelle nous vivons n'a jamais été aussi riche. Elle n'a jamais été aussi inégale. On compte aujourd'hui 1, 2 milliard de personnes pauvres disposant de moins de 1 dollar par jour et 2, 8 milliards (plus de 45 % de la population mondiale) en ayant moins de 2. Alors que 1, 3 milliards d'êtres humains sont privés d'eau potable, les fortunes des deux cents personnes les plus riches du globe dépassent les revenus cumulés de 41 % de la population mondiale<sup>2</sup>.

Quelle est aujourd'hui la différence entre la Tanzanie et la société Goldman Sachs ? L'un est un pays africain qui gagne 2, 2 milliards de dollars par an et les partage entre ses 25 millions d'habitants. L'autre est une banque d'investissements qui gagne 2, 6 milliards de dollars et en distribue l'essentiel à 161 personnes<sup>3</sup>.

Partout la mondialisation est célébrée et les lois du marché sont supposées « sans alternative », devant s'étendre sans limites, au risque de faire le bien des peuples contre eux-mêmes. Mais peut-être jamais l'appellation mondiale n'a t'elle été aussi usurpée en ce sens que lorsqu'on l'évoque, on en parle pour une minorité de personnes intégrées et solvables en excluant, tacitement, une masse d'exclus. Dès lors, quelle peut être la responsabilité des sciences sociales face à des vérités économiques présentées comme incontournables ?

L'originalité de cet ouvrage veut être de proposer une discussion critique de la notion de mondialisation et de fournir une interprétation scientifique du phénomène. Notre réflexion porte simultanément sur le plan sociétal et sur celui des sciences sociales. Ni manuel, ni pure recension d'une littérature abondante, pas plus qu'un nouvel état du monde, ce livre s'adresse à un public de non spécialistes, soucieux de prendre du recul par rapport à des évolutions souvent moins vécues que largement médiatisées.

Dans cette perspective, nous cherchons à répondre à plusieurs séries d'interrogations qui nous semblent peu prises en compte jusqu'ici, et qui s'articulent autour de quatre axes :

- l'histoire de la notion de mondialisation et son statut, en distinguant le phénomène et les outils d'analyse ;
- la sphère du travail et de l'emploi, en pesant le rôle des Etats, des grandes entreprises et en soulignant la diversité des modèles productifs dans une économie dite « informationnalisée » ;
- la sphère de la culture et des identités, en tentant de cerner une culture mondiale en gestation et la prééminence d'un imaginaire « globalitaire » sur les idéaux démocratiques ;
- ainsi que les formes de la domination et du contrôle. Une nouvelle élite se détache-t-elle à l'échelle planétaire ? Comment en identifier les membres, les caractéristiques et les stratégies ?

Depuis les analyses de F. Braudel<sup>4</sup>, le diagnostic d'internationalisation, qui est constitutif du capitalisme, doit être replacé dans le temps long de l'économie et, dès lors, on s'aperçoit, ce qui méconnu, que les vingt dernières années du XXème siècle sont bien « nouvelles » par rapport aux années soixante mais nombre des caractéristiques contemporaines ont été observées à la veille de la Première Guerre Mondiale. Dès 1900, l'investissement financier se dirige vers des pays émergents tels que la Russie ou les pays latino-américains. D. Armstrong avance ainsi que le niveau de flux des biens

<sup>1</sup> A. Weinberg, 1992, p. 13.

<sup>2</sup> PNUD, 1999, p. 38.

<sup>3</sup> The Guardian, 1993 cité par S. Latouche, 2000, p. 144.

<sup>4</sup> F. Braudel, 1986 et 1988.

et des capitaux qui caractérise la toute fin du XIX<sup>ème</sup> siècle est comparable en intensité à celui que connaît le monde actuellement<sup>1</sup>. Si les firmes transnationales comme le marché, existent dès la fin du Moyen âge avec des figures telles que celles de Jacques Cœur, des Fugger, de la Banque des Médicis, des Grandes Compagnies des Indes, maisons de commerce implantées sur plusieurs continents et dont le trafic a le monde comme horizon<sup>5</sup>, la question se pose cependant du poids relatif de ces agents de transformation.

N'est-ce pas seulement le regard que l'on porte sur les phénomènes d'internationalisation qui a changé avec la fin de l'idée d'un centre du monde occidental exclusif et dominant ?

Dans la première partie de cet ouvrage, nous examinons dans quelle mesure la mondialisation désigne un phénomène social identifiable ou constitue une sorte de pré-notion des temps modernes, catégorie à la mode, n'épargnant pas la sphère académique. On peut appeler tout processus affectant certaines dimensions mondiales du mot de « mondialisation » mais on ne fait alors que dire que l'histoire se produit à l'intérieur des limites de la planète, des limites qui sont précisément mondiales. Cela ne nous dit rien de la diversité des mécanismes de connexion transnationaux ou transterritoriaux. Etudier par exemple à la hâte les réseaux de migrants, les diasporas et les qualifier de réseaux mondialisés, c'est simplement les étalonner sur une norme abstraite qui a peu à voir avec la réalité des processus historiques.

Si l'histoire est née nationale, l'étude des cultures nationales, inter ou transnationales dans le contexte de rapports mondialisés apporte sa pierre à l'édifice d'une sociologie dont la tâche a toujours été, depuis E. Durkheim ou M. Weber, d'étudier l'incapacité d'intégrer les individus par la coopération dans un tout social harmonieux.

S'il y a indéniablement une part d'idéologie dans la référence systématique à la mondialisation, et les sciences sociales ont précisément pour vocation d'expliquer la part de normativité présente dans la réalité même, un certain nombre d'évolutions récentes n'en sont pas moins réelles. En deuxième partie de cet ouvrage, nous verrons qu tous les effets désastreux constatés de part le monde ne peuvent être mis sur le compte de la mondialisation et de l'ouverture des marchés. Ces évolutions elles-mêmes émanent des Etats aux gouvernements et aux économies les plus diverses. Même si l'on sait que de moins en moins d'emplois se créent, par unité de capital investie, le travail rémunérateur conserve une place centrale dans toutes les sociétés. La mondialisation n'est pas la fin du travail pas plus qu'elle n'est la fin de l'Etat-nation. Celui-ci prend encore des décisions. La volonté d'élaborer des institutions (ou des alliances) supranationales constitue souvent un moyen de renforcer son pouvoir national.

La mondialisation ne résulte pas non plus de l'emprise d'une nouvelle élite mondiale. Il n'y a pas de gouvernement mondial, d'armée mondiale, ni même peut être l'émergence d'un large sentiment d'appartenance à un Etat mondial. Néanmoins, les clivages sociaux s'accroissent engendrant de nouvelles formes d'élites. La mondialisation n'aboutit pas à l'uniformisation culturelle. Bien que des tendances lourdes soient à l'œuvre, les enracinements communautaire, ethnique et culturel demeurent vivaces. Fascination et résistance, revendications identitaires et marchandisation du monde seraient-elles les deux faces d'une même monnaie ?

La troisième partie cerne une nouvelle donne entre ordre et désordre. Le développement des firmes transnationales, la constitution d'un marché mondial des capitaux (certainement moins stable que sous le régime dit de l'étalon-or), les accords successifs du GATT en faveur d'une libéralisation des échanges (contraires à la constitution de marchés protégés des empires coloniaux) posent la question du dépassement possible des frontières en un ordre planétaire : le capitalisme mondial. Quel est le véritable apport de l'informatique, de la mise en réseau des flux économiques et des flux communicationnels dans la production de cet ordre nouveau ? Sait-on, par exemple, qu'il y a autant de lignes téléphoniques pour Internet à New York que sur l'ensemble du continent africain ? Au moment où apparaît grand le fossé entre progrès moral et progrès technique, comment échapper au déterminisme technologique et à la vision fantasmagorique d'un monde sans mal par la diffusion de savoirs techno-scientifiques ? Echappant aux limites de la territorialité, les nouveaux centres de pouvoir échapperaient ils aussi aux exigences de la responsabilité ? Quelles sont aussi les

---

<sup>5</sup> S. Latouche, 2000, p. 11.

transformations majeures du travail et de l'emploi ? Peut-on identifier un ou plusieurs modèles productifs et parler de société post-industrielle ?

Avant les grandes explorations de la Renaissance, T. K. Oomen souligne que “ territoires et races coïncidaient à peu près : l'Afrique était noire, l'Europe blanche, l'Asie du Sud-Est jaune, l'Asie du Sud brune, etc... ”<sup>6</sup>. Les siècles suivants, ceux de la révolution moderne de l'égalité politique, vont progressivement consacrer la constitution d'un “ champ humain planétaire ”, avec la découverte du Nouveau monde et l'accroissement de sociétés multi-raciales. On dénombre aujourd'hui près de 200 Etats indépendants dans le monde et ces Etats contiennent plus de 6000 groupes linguistiques ainsi que 5000 groupes ethniques différents<sup>7</sup>. Alors que tous les individus ne sont certainement pas les personnages d'une hypothétique société mondiale, comment s'articulent les rôles des institutions internationales, des Etats et des entités supra-nationales ? Migrations, réalités diasporiques, forces des croyances religieuses transfrontalières fondent-elles de nouveaux territoires, renforçant la difficulté des Etats à unifier l'espace politique ?

La quatrième partie de l'ouvrage concerne l'identification des conséquences les plus négatives sur les régulations sociales, ainsi que l'identification d'acteurs collectifs porteurs d'alternatives (aussi bien dans les métropoles riches que dans les pays déshérités).

Ni acteurs-promoteurs de la mondialisation, ni perdants, les acteurs émergents sont ceux qui s'organisent pour construire des alternatives à une mondialisation perçue comme processus continu et universel de déstructuration. On pensera principalement aux mouvements syndicaux, aux associations et aux organisations non-gouvernementales. Quels sont les principes de justification de ces acteurs collectifs de la controverse. Si le monde de la consommation ne doit pas seul s'imposer à chacun comme le seul horizon, c'est aussi la question de la “ gouvernance ” mondiale qui se pose ici. Quelles nouvelles règles du jeu sont proposées, imaginées, débattues, souvent en contradiction avec les intérêts dictés par les multinationales et les institutions internationales ?

Il n'est nullement surprenant que des sociologues français s'attachent à l'étude de la mondialisation. P. Valéry, en son temps, avait souligné la place de l'interrogation sur l'universel dans « l'art français ». « Notre particularité (et, parfois, notre ridicule, mais souvent notre plus beau titre), c'est de nous croire, et de nous sentir universels – je veux dire : hommes d'univers... Observez le paradoxe : avoir pour spécialité le sens de l'universel »<sup>8</sup>. Et alors qu'une société-monde semble s'édifier autour d'une culture nouvelle de la virtualité, de l'essor de mouvements tels que les revendications libertaires, le féminisme, l'écologie, la défense des droits de l'homme<sup>9</sup>, nous voulons dans cet ouvrage prévenir le risque de savoirs spécialisés mais parcellisés. Nous souhaitons plutôt favoriser l'établissement d'un champ disciplinaire authentiquement généraliste où pourraient dialoguer des savoirs propres à la sociologie, à l'économie, à l'anthropologie, à la science politique ou encore à la philosophie. Personne ne possède la vérité s'il ne la partage avec les autres.

La mondialisation ne saurait alors se réduire à l'imposition d'une vision partielle d'un monde qui ne cherche pas l'universalité mais des mondes d'intérêt, détournant sans cesse la volonté générale.

La mondialisation ne saurait être un beau mot masquant une piteuse réalité où la communication l'emporterait contre le parole, l'urgence contre le pas de l'homme, l'efficacité contre l'épanouissement dans le travail, l'utilité contre le don, l'argent contre le temps, la compétition contre l'harmonie sociale<sup>10</sup>. Questionner la mondialisation, c'est montrer qu'il existe toujours des choix et une vie démocratique possible pour des personnes autres que riches et bien portantes. Le monde sera toujours le produit de l'esprit et des mains des hommes.

<sup>6</sup> T. K. Oomen, 139.

<sup>7</sup> S. Mesure et A. Renaut, 1999, p. 196.

<sup>8</sup> P. Valéry, 1957, p. 1058.

<sup>9</sup> M. Castells, Tome 3, p. 398.

<sup>10</sup> D. Le Breton, 2003, p. 21.

## Bibliographie

- F. Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, A. Colin, 1986, et *La dynamique du capitalisme*, Flammarion, 1988.
- M. Castells, *La société en réseaux*, Fayard, Tome 3.
- The Guardian, Londres, le 10 décembre 1993 cité par S. Latouche, *La planète uniforme*, Climats, 2000.
- S. Latouche, *La planète uniforme*, Climats, 2000.
- D. Le Breton, « La mondialisation du pire : pour une éthique », *Cultures en mouvements*, 2003.
- S. Mesure et A. Renaut, *Alter Ego. Les paradoxes de l'identité démocratique*, Aubier, 1999.
- T. K. Oomen, « Les relations entre race, ethnicité et classe », *Revue internationale des Sciences Sociales*, 139, UNESCO / ERES.
- PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 1999*, De Boeck Université, 1999.
- P. Valéry, « Pensée et art français », *Œuvres*, Gallimard, 1957.

---

<sup>i</sup> : D. ARMSTRONG, « Globalization and the Social State », *Review of International Studies*, 24 (4), 1998.